

Statuts en date du 15/02/2011

STATUTS

société par actions simplifiée
au capital de trois mille (3 000) euros
dont le siège social est à 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET

2i3s Group
International – Innovative – Secure Softwares & Services

Les soussignés

Christian DUCOURTIEUX,

Né le 09 Octobre 1968 à Ribérac, demeurant 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET, de nationalité Française,

Christophe DE GASSART

Demeurant CA CIB – 702,7th floor – Precinct Bldg 2, DIFC – PO BOX 506611 DUBAI – United Arab Emirates, de nationalité Française,

Christian DUCOURTIEUX,

Demeurant 38 Avenue de Wagram – 75008 PARIS, de nationalité Française,

ont décidé de constituer une société par actions simplifiée et a adopté les présents statuts.

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – EXERCICE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La société est une société par actions simplifiée.

Elle ne peut pas faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

A titre principal toutes prestations informatiques à titre commercial ou non ;

- la conception, le développement, l'exploitation, la commercialisation et la location de logiciels et de sites internet ;

- la prestation de services, d'assistance, de conseils et de formations informatiques, électroniques et de télécommunications ;

A titre accessoire,

- la prestation de services, d'assistance, de conseils et de formations non informatique ;

- l'achat et la revente de logiciels ou matériels informatique, électronique et de télécommunication.

- l'installation et la maintenance de matériel informatique, électronique et de télécommunication ;

- le dépôt et l'exploitation de marques, brevets et licences ;

- la mise à disposition de compétences ;

- la participation dans tout appel d'offres public ou privé ;
- l'acquisition, la création et la prise de participations d'autres sociétés.

Et, plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : 2i3s Group

Le sigle de la société est 2i3s

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'actionnaire unique.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera le 1^{er} Décembre 2009 et sera clôturé le 31 décembre 2010.

ARTICLE 6 - DUREE

La durée de la société est de 99 (quatre vingt dix neuf) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II
APPORTS – CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 7 - APPORTS

Le soussigné fait apport à la société :

Apports en numéraire :

D'une somme de Trois mille (3 000) euros,

Ladite somme correspondant à Trois cent (300) actions de Dix (10) euros chacune, souscrites en totalité et entièrement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la banque HSBC Business Direct – 103 Avenue des Champs Elysées – 75419 PARIS. Cette somme a été déposée à ladite banque au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation.

Apports en nature :

Sous les garanties ordinaires et de droit, des biens ci-après désignés et évalués comme suit:

Il n'a été procédé à aucun apport en nature. Il n'a été attribué aucune action en rémunération d'apports en nature.

Récapitulation des apports :

Les apports effectués à la société s'élèvent à :

- Apports en numéraire : Trois mille (3 000) euros
 - Apports en nature : Zéro (0) euros
- Total des apports : Trois mille (3 000) euros

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Trois mille (3 000) euros.

Il est divisé en Trois cent (300) actions de Dix (10) euros chacune, entièrement souscrites et libérées.

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires, le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi.

Les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, une augmentation de capital, d'en fixer les modalités et le montant, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel. La décision d'augmentation de capital peut également supprimer le droit préférentiel de souscription.

Les actionnaires peuvent autoriser le président à réduire le capital.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles sont inscrites en compte au nom de leur titulaire dans les conditions et suivant les modalités prévues par la loi.

A la demande de l'actionnaire et à ses frais, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions des actionnaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation du résultat pour lesquelles il appartient à l'usufruitier.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés à l'occasion des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Elles se transmettent par virement de compte à compte sur instructions signées du cédant ou de son représentant qualifié.

ARTICLE 14 – CLAUSE DE PREEMTION

1. Les cessions ou transmissions d'actions de l'actionnaire unique sont libres.
2. Lorsque la société comporte plus d'un actionnaire, la cession d'actions, même entre actionnaires, à quelque titre que ce soit, est soumise au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires, dans les conditions et suivant la procédure indiquée au présent article, et ce à peine de nullité de la cession.
3. L'actionnaire cédant doit notifier au président de la société et à chacun des actionnaires son projet de cession, par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant:
 - le nombre d'actions dont la cession est envisagée,
 - le prix offert,

- les nom, prénom et adresse du cessionnaire, s'il s'agit d'une personne physique, ou, la dénomination, forme, capital, adresse du siège social et numéro RCS du cessionnaire, s'il s'agit d'une personne morale.

4. Si les droits de préemption n'ont pas été exercés dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, la cession envisagée pourra être réalisée, aux conditions indiquées par l'actionnaire cédant dans sa notification, sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 15 des statuts. Le délai de trois mois mentionné au présent paragraphe n'aura pas à être respecté si tous les actionnaires ont expressément renoncé par écrit à exercer leur droit de préemption avant l'expiration du délai.

5. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, au président de la société dans le délai de deux mois de la réception de la notification visée au 3. du présent article.

6. A l'expiration du délai de deux mois visé au 5. du présent article, le président doit notifier à l'actionnaire cédant le résultat de la procédure de préemption, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, lesdites actions sont réparties par le président entre les actionnaires qui ont exercé leur droit de préemption, dans la limite de leurs demandes, au prorata de leur participation dans le capital de la société.

Si les droits de préemption exercés sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, ils seront réputés n'avoir jamais été exercés et la cession envisagée pourra être réalisée, aux conditions indiquées par l'actionnaire cédant dans sa notification, sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 15 des statuts.

En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans un délai d'un mois contre paiement du prix indiqué par l'actionnaire cédant dans sa notification.

ARTICLE 15 – CLAUSE D'AGREMENT

1. Si le droit de préemption conféré aux actionnaires n'a pas été exercé, lorsque la société comporte plus d'un actionnaire, la cession d'actions, même entre actionnaires, à quelque titre que ce soit, est soumise à agrément, dans les conditions et suivant la procédure prévue par la loi et le présent article, et ce à peine de nullité de la cession.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception. La demande d'agrément doit indiquer:

- le nombre d'actions dont la cession est envisagée,
- le prix offert, et
- les nom, prénom et adresse du cessionnaire, s'il s'agit d'une personne physique, ou la dénomination, forme, capital, adresse du siège social et numéro RCS du cessionnaire, s'il s'agit d'une personne morale.

3. Le président notifie cette demande aux actionnaires. L'agrément est donné par décision collective adoptée à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

4. Si la société agréée la cession, celle-ci doit être réalisée aux conditions indiquées dans la demande d'agrément et le transfert des actions doit avoir lieu dans le mois de l'agrément, faute de quoi l'agrément sera caduc.

5. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la notification de la demande d'agrément au président, le consentement à la cession est réputé acquis.

6. Si la société refuse de consentir à la cession, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de ce refus, de faire acquérir les actions à un prix fixé, à défaut d'accord entre les parties, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. La société peut également, avec le consentement du cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites actions et de racheter ces actions au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas fait racheter les actions, l'actionnaire peut réaliser la cession initialement prévue.

ARTICLE 16 – NULLITE DES CESSIONS

Toute cession effectuée en violation des articles 14 ou 15 des statuts est nulle.

ARTICLE 17 - REUNION DE TOUTES LES ACTIONS EN UNE SEULE MAIN

La réunion de toutes les actions en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la société qui continue d'exister avec un actionnaire unique. Dans ce cas, quand une décision collective doit être prise, l'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus aux actionnaires.

Les dispositions des articles 14 et 15 ne sont pas applicables quand la société ne comporte qu'un actionnaire unique.

TITRE III

PRESIDENT

ARTICLE 18 - PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un président.

Le président peut être une personne physique ou une personne morale, choisie parmi les actionnaires ou en dehors d'eux.

Le premier président de la société est, pour une durée illimitée, M. Christian DUCOURTIEUX, actionnaire, demeurant 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET. M. Christian DUCOURTIEUX accepte la fonction qui lui est confiée et déclare ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité, interdiction ou déchéance édictée par la loi.

Au cours de la vie sociale, le président est nommé par décision collective adoptée à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

La rémunération du président est fixée par décision collective adoptée à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est révocable par décision collective adoptée à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions statutaires limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le cas échéant, les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L.432-6 du Code du travail auprès du président.

TITRE IV

DECISIONS DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 19 - ACTIONNAIRE UNIQUE

Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, l'actionnaire unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi aux actionnaires.

L'actionnaire unique prend seul les décisions devant faire l'objet d'une décision collective au titre de la loi ou des présents statuts ; dans ce cas, les décisions de l'actionnaire unique sont répertoriées dans un registre.

L'actionnaire unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

ARTICLE 20 - DECISIONS DEVANT ETRE PRISES COLLECTIVEMENT

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de modifications des statuts, de fusion, de scission, de dissolution, de transformation en une société d'une autre forme, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices sont prises collectivement par les actionnaires, avec possibilité de délégation au président dans les conditions légales.

Toute autre décision est, sous réserve des dispositions de la loi et des présents statuts, de la compétence du président.

ARTICLE 21 – DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

1. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède. Chaque actionnaire peut se faire représenter par toute personne de son choix.
2. Les décisions collectives des actionnaires sont prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance, sauf disposition contraire dans la loi ou les présents statuts.
3. Les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, soit en assemblée, soit par consultation écrite des actionnaires, soit par acte exprimant le consentement de tous les actionnaires.

Un ou plusieurs actionnaires détenant la moitié du capital ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des actionnaires, le quart du capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en assemblée. Une assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice (lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, l'actionnaire unique approuve les comptes dans ce même délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice). Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux actionnaires à l'initiative des actionnaires, du commissaire aux comptes ou d'un mandataire désigné en justice.

4. Les assemblées sont convoquées par tout moyen 15 jours avant la date de réunion. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Toutefois, si tous les actionnaires sont présents ou représentés, aucune formalité et aucun délai de convocation ne sont requis.

Tout actionnaire peut voter par correspondance. Toutefois, tout vote par correspondance parvenu à la société moins de trois jours avant la date de l'assemblée n'est pas pris en compte. Lors de la réunion de l'assemblée, la présence personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou tout vote par correspondance.

Les assemblées sont présidées par le président. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Une feuille de présence est tenue et il est dressé un procès-verbal de la réunion de l'assemblée qui est signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

5. En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun de ceux-ci par lettre recommandée avec accusé de réception. Les actionnaires disposent d'un délai pour émettre leur vote par écrit, le vote étant formulé, pour chaque résolution, par les mots "oui" ou "non". Ce délai est fixé par le président, sans pouvoir être inférieur à 15 jours à compter de la date de réception des projets de résolution. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

Il est fait mention de la consultation écrite dans un procès-verbal qui est signé par le président et auquel est annexée la réponse de chaque actionnaire.

6. Les décisions peuvent également résulter du consentement de tous les actionnaires exprimé dans un acte, lequel devra comporter les noms, prénoms et signatures de tous les actionnaires.

ARTICLE 22 - REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que les actionnaires, par décision collective, décideront de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les actionnaires au prorata de leurs droits dans le capital.

Une décision collective des actionnaires peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

ARTICLE 23 - LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

TITRE V

CONTROLE

ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il n'est pas désigné de commissaires aux comptes à la création de la société.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes, titulaires et suppléants, pourront être désignés par décision collective adoptée à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance, dans les conditions et pour les missions fixées par la loi.

ARTICLE 25 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

1 - Conventions soumises à rapport

Le président présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Les actionnaires statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées, produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, lorsque la société ne comprend qu'un seul actionnaire, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

2 - Conventions courantes

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il en existe un. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir communication.

3 - Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux dirigeants de la société, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales président ou dirigeants de la société. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE VI

CONTESTATIONS

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Les contestations concernant les affaires sociales pouvant s'élever durant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires et la société ou entre les actionnaires eux-mêmes, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 27 – ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts. Cet état est annexé aux présents statuts.

En outre, le soussigné se réserve le droit de prendre les engagements suivants au nom et pour le compte de la société :

- Acquisition du mobilier nécessaire à l'activité,
- Acquisition du matériel informatique et télécommunication nécessaire à l'activité,
- Acquisition des fournitures nécessaires à l'activité,
- etc.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés emportera reprise par elle de ces engagements qui seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société.

ARTICLE 28 - FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 29 - PUBLICITE

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales de publicité.

ARTICLE 30 - IDENTITE DU PREMIER ACTIONNAIRE

En application de l'article R.224-2, 8° du Code de commerce, il est précisé que les statuts ont été signés par :

- M. Christian DUCOURTIEUX

Fait à LEVALLOIS-PERRET

Le 1^{er} décembre 2009

En quatre exemplaires originaux dont un pour le dépôt au siège social et les autres pour l'exécution des formalités.

ANNEXE 1

**ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION**

2i3s Group

Société par Actions Simplifiée

au Capital social de Trois mille euros

Dont le siège est 9, rue Léon JAMIN 92300 LEVALLOIS-PERRET

M. Christian DUCOURTIEUX, résidant 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET, agissant en qualité de fondateur de la société, déclare avoir passé pour le compte de ladite société en cours de constitution les actes et engagements suivants :

- Achat d'un ordinateur auprès de la société INVASION LABS pour un montant de 2 403,56 € HT
- Achat de 8Go de mémoire et de deux disques durs pour ordinateur auprès de la société LDLC pour un montant de 404,20 € HT
- Achat de 4Go de mémoire pour ordinateur auprès de la société LDLC pour un montant de 163,35 € HT
- Achat de câbles informatiques auprès de la société LDLC pour un montant de 10,39 € HT
- Achat d'un bureau auprès de la société Alinéa pour un montant de 109,00 € HT
- Ouverture d'un compte à la banque HSBC – 103 Avenue des Champs Elysées – 75419 Paris Cedex 08, pour déposer les fonds constituant le capital social

Conformément aux articles L. 210-6 et R. 210-6 du Code de commerce, cet état a été présenté à l'actionnaire avant la signature des statuts.

Il sera annexé audits statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Fait à LEVALLOIS-PERRET

Le 1^{er} Décembre 2009

CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE DES FONDS

ANNEXE 2

CERTIFICAT DE DEPOT DE FONDS **Capital de société en formation**

Le soussigné David DURGUEL
agissant en qualité de Directeur de HSBC BUSINESS DIRECT, société anonyme dont le
siège social est à Paris 8^{ème}, 103 avenue des Champs Elysées, inscrite sur la liste des
banques françaises et autorisée en conséquence à être dépositaire des fonds, conformément
aux dispositions de l'article L.225-13 du Code de Commerce,

certifie par la présente que la somme de **3 000,- € (trois mille euros)**

représentant l'intégralité du capital libéré

de la Société par Actions Simplifiée **2i3s Group** au capital de 3 000,- € sise à 92300
LEVALLOIS PERRET – 9 rue Léon Jamin, en formation

a été déposée dans les caisses de la Banque dans l'attente du certificat délivré par le greffe
constatant l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, et certifié être en
possession d'une lettre comportant les noms, prénoms et domiciles des souscripteurs avec
l'indication des sommes versées par chacun d'eux.

Un exemplaire de cette lettre se trouve joint à la présente.

Paris, le 3 Décembre 2009

HSBC BUSINESS DIRECT



HSBC France

Société Anonyme au capital de 337 189 100 euros

SIREN 775 670 284 RCS Paris

HSBC Business Direct - 103, avenue des Champs Elysées - 75419 Paris Cedex 08

Tél. 0810 01 21 21 - Fax 01 41 02 68 73 - www.hsbc.fr - e-mail ag-businessdirect@hsbc.fr

LISTE DES FONDATEURS ET ETAT DES VERSEMENTS



Complétez tous les documents à l'encre noire et renvoyez ces documents et les justificatifs à l'adresse ci-dessous :
 Agence HSBC Business Direct - 103, AVENUE DES CHAMPS ELYSÉES - 75419 PARIS CEDEX 8

Nom de la société : 2.3s Group

Capital de la société : 3.000,00 €

Siège social : 9, ave Léon JARIN - 92300 LEVALLOIS - PERRET

Nom, Prénom, Domicile des Actionnaires ou Associés	Nombre d'Actions ou Parts Sociales souscrites	Montant unitaire de la part ou de l'action (euros)	Montant des versements effectués (euros)
<u>DU COURTIEUX Christian</u> <u>9 ave Léon JARIN</u> <u>92300 LEVALLOIS</u>	<u>300</u>	<u>10</u>	<u>3.000 €</u>

Nombre d'actions ou de parts sociales souscrites : 300

Montant nominal des actions ou parts sociales souscrites : 10

Montant des versements effectués : 3.000 €

LETRE DE DOMICILIATION

ANNEXE 3

M. Christian DUCOURTIEUX

9, rue Léon JAMIN

92300 LEVALLOIS-PERRET

Tél : 01 47 57 26 15

LOGIREP

Service Clientèle

BP 135

92154 SURESNES Cedex

A Levallois-Perret

le 03/12/2009

Objet: domiciliation de siège social

Référence Client : 054389 – 1001

Lot N° : 0679 – 01 -0026

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer par la présente, en votre qualité de bailleur, de mon intention de domicilier le siège de la société 2i3s Group, société par actions simplifiée au capital de Trois mille euros, dont je suis le dirigeant, à mon domicile personnel sis au 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET à compter du 1^{er} Décembre 2009.

L'activité de la société, Conseil en informatique et Développement de logiciels, n'entraînera aucun passage au sein de l'immeuble.

Veillez trouver ci-joint le questionnaire relatif à la domiciliation de l'activité.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'expression de mes salutations les meilleures.

Christian DUCOURTIEUX



ATTESTATION DE DOMICILIATION
En application de l'article L-123-11-1 du Code de Commerce

Je soussigné : Christian DUCOURTIEUX.

Agissant en qualité de représentant de la société

- Dénomination : 2i3s Group.....
- Siège social 9, rue Léon JAMIN – 92300 LEVALLOIS-PERRET.....

Déclare

Recourir aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article L 123-11-1 du Code de Commerce et installer provisoirement le siège social de ma société à mon domicile pour une durée ne pouvant ni excéder 5 ans à compter de sa création, ni dépasser le terme légal, contractuel ou judiciaire relatif à l'occupation des locaux.

Installer le siège social de ma société à mon domicile sans limitation de durée, aucune disposition législative ou stipulation contractuelle contraire relative à l'occupation de mes locaux ne s'y opposant.

RAPPEL : il ne peut résulter de ces dispositions ni le changement de destination de l'immeuble, ni l'application du statut des baux commerciaux.

Fait à LEVALLOIS-PERRET

Le . 01/12/2009

Signature

